

ÉTUDE DU CPQ

Les grandes entreprises :
Leur importance dans
l'économie québécoise

Septembre 2024



PROSPÉRER ENSEMBLE

cpq.qc.ca

Table des matières

Préambule	3
Introduction	4
Les grandes entreprises concentrent près de 28% de l'emploi	5
Les grandes entreprises offrent des salaires globalement plus élevés	7
Les grandes entreprises génèrent 45 % du PIB	8
Les grandes entreprises jouent un rôle de catalyseur et de moteur de croissance auprès des PME	10
Le tiers des exportations est le fait des grandes entreprises	12
La productivité est plus élevée dans les grandes entreprises	13
R-D et innovation dans les grandes entreprises	14
La contribution fiscale des grandes entreprises	16
Conclusion	17
Compétitivité fiscale et réglementaire	17
Approvisionnement énergétique durable	17
Renforcement des écosystèmes régionaux et des chaînes d'approvisionnement	18
Promotion de l'innovation et de la productivité	18
Favoriser les investissements et l'internationalisation	18
Annexe statistique	20

Préambule

Le développement économique et social reflète la succession des défis et des choix collectifs qui définissent la singularité d'une Nation. En Amérique du Nord, le cas du Québec —francophone et distinct— est unique. Au gré des échanges économiques à l'intérieur de l'Amérique et avec l'Europe, l'environnement d'affaires a évolué au fil de l'histoire pour permettre aujourd'hui aux Québécois de bénéficier de son dynamisme, malgré les complexités contemporaines et les nouveaux défis.

Grâce à une diversité industrielle remarquable et une activité forte dans des secteurs clés tels que l'aérospatiale, les technologies de l'information, les sciences de la vie et les ressources naturelles, la prospérité se diffuse dans toutes les régions du Québec et, à cet égard, le rôle des grandes entreprises est tout particulier : alors que 99,8% des entreprises sont, au Québec, des PME, le nombre de grandes entreprises ne représente que 0,2% des entreprises au Québec. Leur contribution est substantielle en termes d'emploi, d'investissement, de PIB, ainsi que dans les domaines de l'innovation et du bien-être social.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) croit que les grandes entreprises jouent un rôle pilier dans la robustesse de l'économie, notamment dans le contexte où les défis de notre temps suscitent de grandes transformations.

Au niveau mondial, plusieurs menaces pèsent actuellement sur la prospérité, avec, en premier lieu, les changements climatiques qui affectent, entre autres, les infrastructures et l'agriculture, et annoncent des migrations forcées, elles-mêmes propices à la croissance des inégalités et des pressions sur la capacité des pays à augmenter leur potentiel économique. Par ailleurs, les tensions géopolitiques perturbent les chaînes d'approvisionnement, créent de l'instabilité sur les marchés financiers et génèrent des crises humanitaires. Le Québec devra trouver les meilleurs chemins pour tirer profit de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et répondre stratégiquement aux exigences de décarbonation des Européens. Il devra encore s'ajuster aux évolutions démographiques et aux nombreuses transformations du marché du travail, trouver les moyens de renouveler ses infrastructures et de rester compétitif sur les plans fiscal et réglementaire.

Au carrefour entre l'Europe et les États-Unis, fort de traités importants de libre-échange et d'une énergie renouvelable et relativement abordable et d'équilibres sociaux relativement stables, le Québec reste bien placé pour faire face à la complexité des nouvelles réalités et s'adapter aux critères qui conditionnent désormais les échanges économiques. Le Québec doit cependant adopter les stratégies qui miseront sur ses atouts et qui permettront de pleinement tirer profit des réalignements politiques des plus grandes puissances économiques. En ce sens, la cohésion entre les acteurs économiques des secteurs privés et publics, dans les grandes comme dans les petites entreprises, est essentielle pour que les virages environnementaux et technologiques puissent se conjuguer avec la réussite et le renforcement concurrentiel du Québec.

C'est dans ce contexte et sur la base des forces et faiblesses qui nous caractérisent que le CPQ proposera plusieurs recommandations aux gouvernements et aux employeurs pour que nos entreprises, petites et grandes, continuent de créer de la richesse dans un monde en profonde transformation.

Introduction

Le Québec compte environ 400 entreprises privées de plus de 500 employés. Cela représente 0,18 % des entreprises privées opérant au Québec. En nombre d'emplacements, le Québec compte un total de 732 établissements (publics et privés) de plus de 500 employés soit 0,3% du total des établissements.

Peu nombreuses, les grandes entreprises sont des locomotives industrielles, qui se situent au cœur du positionnement de secteurs économiques stratégiques, et qui jouent en ce sens un rôle tout particulier dans la marche de l'économie et dans la prospérité.

Au Québec, les créneaux industriels de l'aluminium, de l'aérospatiale, des sciences de la vie ou encore des pâtes et papiers et de l'acier sont largement portés par l'activité d'entreprises d'envergure. La présence des grandes entreprises est aussi déterminante dans les trajectoires des économies régionales et du renforcement des tissus locaux de PME. Au-delà de leur contribution à l'emploi et au PIB, les grandes entreprises sont aussi des exportateurs majeurs et tirent la balance commerciale du Québec vers le haut. De plus, les grandes entreprises influencent les trajectoires techniques et scientifiques, par le fait de leurs capacités d'investissements et d'innovation et, dans le même mouvement, donnent de l'impulsion à la productivité du Québec, celle-ci étant un vecteur central de prospérité et de progrès.

Alors que les dynamiques économiques évoluent rapidement et que les mutations technologiques et la transition énergétique bousculent les façons de faire, le CPQ croit que le Québec doit, plus que jamais, s'assurer que les conditions de performance et d'attraction des grandes entreprises sont à la hauteur des nouvelles réalités concurrentielles. Cela est directement lié aux débats sur la relative faiblesse de la productivité de la province (et du Canada en général) et de l'importance d'augmenter notre potentiel économique.

Dans cette optique, le CPQ propose ici la mise à jour d'une série de données et constats invoquant la contribution des grandes entreprises à la prospérité du Québec¹ au travers des données sur l'emploi, la rémunération, les exportations, le PIB, la productivité et les investissements en innovation et R-D. Ce portrait conclut sur des priorités pour renforcer la performance des grandes entreprises installées aux Québec.

Note méthodologique : Alors que certaines données sont compilées sur la base de l'emplacement statistique, d'autres le sont sur la base de l'entreprise (une entreprise peut avoir plusieurs emplacements statistiques)². Aussi, les données détaillées sur le secteur privé ne sont pas toujours disponibles, surtout

¹Le CPQ essentiellement met ici à jour une série de données et d'informations initialement publiées dans son étude *Les grandes entreprises au cœur de la prospérité du Québec*, septembre 2019 (<https://www.cpq.qc.ca/publications/les-grandes-entreprises-au-coeur-de-la-prospérité-du-quebec/>). La définition de la grande entreprise retenue est celle constituée de 500 employés et plus. Selon la source d'information, une note pourrait annoncer un changement ponctuel de définition, se référant, par exemple, plutôt à 250 employés et plus ou à un chiffre d'affaires de 50 M\$ ou plus. Des tableaux présentant la classification selon le nombre d'employés et selon le secteur d'activité se trouvent en annexe pour faciliter la lecture.

² Selon le registre des entreprises de Statistique Canada, une entreprise est une entité opérationnelle légale au sommet de la structure opérationnelle. Il n'y a qu'une entreprise par structure opérationnelle. Cette entité possède un ensemble complet d'états financiers. L'établissement est l'entité de production ou le plus petit regroupement d'entités de production qui produit des biens et des services. Plus spécifiquement, un établissement : « a) produit un ensemble de biens ou de services homogènes ; b) ne croise pas les frontières provinciales; c) fournit des données sur la valeur de la production, sur le coût des principaux intrants intermédiaires utilisés ainsi que sur la main-d'œuvre (y compris son coût) utilisée aux fins de la production ». Par exemple, l'usine de fabrication qui fournit des données comptables sur la valeur des livraisons (ventes), les coûts directs et les coûts de main-d'œuvre est considérée comme un établissement. Cependant, deux points de vente au détail peuvent constituer un seul établissement si leurs données comptables, décrites au point c) plus haut, ne sont pas disponibles individuellement, mais se retrouvent combinées à un niveau supérieur. L'emplacement statistique est une entité de production qui exerce une activité économique à partir d'un seul emplacement ou d'un groupe d'emplacements, à l'intérieur de la plus petite région géographique type, et peut fournir au minimum des données sur l'emploi. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3310008801>

à l'échelle provinciale. Enfin, la variété des sources ne permet pas une uniformité des années de référence. Malgré le fait que l'exercice tenté ici permet de dégager une série d'observations utiles, la disponibilité de données propres aux grandes entreprises est relativement limitée et le CPQ souhaite souligner la nécessité de les développer pour qu'une image plus complète et précise de leur impact puisse guider et promouvoir la croissance de l'économie québécoise.

Les grandes entreprises concentrent près de 28% de l'emploi

Les grandes entreprises de 500 employés et plus concentrent au Québec 27,7 % de l'emploi dans le secteur privé³.

Selon le classement 2024 du *Journal Les Affaires* des 300 plus grandes entreprises du Québec⁴, le nombre moyen d'employés des 300 plus grandes entreprises québécoises est de 1 976 employés, tandis que le nombre médian d'emplois est de 782.

Ce niveau médian d'emplois est en hausse par rapport au classement de 2019 où il avait été estimé à 706 emplois (+10,8 % entre les deux classements). La hausse du niveau médian d'emploi indique une tendance possiblement croissante de la taille moyenne des entreprises au Québec.

Cependant, le fait que la moyenne du nombre d'employés soit considérablement plus élevée que la médiane indique que les plus grandes des grandes entreprises sont en nombre relativement limité⁵.

De plus, la contribution des grandes entreprises à l'emploi est nettement plus faible au Québec (27,7 %) qu'en Ontario, où elle est évaluée en 2021 à 35,3 %. Avec près de 8 points de pourcentage, l'écart entre les deux provinces est d'autant plus significatif que les données historiques suggèrent qu'il est aussi structurel, malgré un apparent rattrapage du Québec depuis 2017 (tableau 1)⁶.

Le fait que la contribution des grands employeurs à l'emploi au Québec est moindre en comparaison avec l'Ontario peut expliquer des écarts analogues en termes de productivité ou de rémunération globale.

L'écart est encore plus important avec les États-Unis, où plus que 53% de l'emploi se trouve dans les grandes entreprises⁷.

³ Chiffres de 2021, dernière année disponible. Source : Statistique Canada Tableau 33-10-0093-01. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3310009301>. Cette proportion est légèrement en baisse par rapport à la période pré-pandémique (29 % en 2019). Il est parfois mentionné dans le débat public que l'emploi dans les grandes entreprises du secteur privé se situe à environ 12 % du total (voir par exemple http://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03090.html#point3-1). L'écart provient essentiellement de la différence entre les définitions d'emplacement et d'entreprise, et dont le choix varie selon les besoins des enquêtes statistiques. Les chiffres présentés provenant de données administratives du PALE sont structurés au niveau de l'entreprise statistique.

⁴ Le classement 2024 des 300 plus grandes entreprises du Québec, *Journal les Affaires*, <https://www.lesaffaires.com/outils/classements/le-classement-2024-des-300-plus-grandes-entreprises-du-quebec-2/> Chiffres de décembre 2023.

⁵ Les auteurs du classement de 2021 avaient constaté d'ailleurs que « [...] le Québec ne compte qu'une trentaine d'entreprises de plus de 5 000 employés. À l'autre bout du spectre, 179 entreprises de notre classement emploient moins de 1 000 employés ». Ces chiffres n'ont pas pu changer de façon significative depuis.

⁶ Étant donné que le pourcentage des grandes entreprises est légèrement supérieur en Ontario qu'au Québec, cela indique que nos grandes entreprises sont plus petites que les grandes entreprises ontariennes

⁷ Soit 71,3 millions dans les entreprises de 500 employés et plus sur 133 millions d'emplois totaux. <https://www.certifiedeo.com/blog-posts/how-many-businesses-are-there-in-america-and-what-does-it-mean-for-employee-ownership>

Tableau 1 – Part de l’emploi du secteur privé selon le nombre d’employés

	2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021
Taille de l’entreprise	Québec (%)					Ontario (%)				
Moins de 100 employés	52,7	50,7	50,1	49,9	51,5	45,2	45	44,7	44,9	46,1
De 100 à moins de 500 employés	20,6	20,3	20,8	20,4	20,8	18,5	18,7	19,1	18,5	18,7
500 employés et plus	26,9	29	29,1	29,6	27,7	36,4	36,2	36,2	36,5	35,3

Source : Statistique Canada Tableau 33-10-0093-01. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3310009301>

Par secteur, et mis à part les administrations publiques, les services d’enseignement et les soins de santé et assistance sociale où l’employeur est essentiellement l’État, les emplois dans les grandes entreprises du Québec se trouvent en premier lieu dans le commerce de détail (9 % de l’emploi total en 2023, en baisse par rapport à une part de 10 % en 2018), la fabrication (8,6% de l’emploi total, en baisse par rapport à une part de 9,3 % en 2018) et la finance et les assurances (7,2 % de l’emploi total, en hausse par rapport à une part de 6,6 % en 2018⁸) (tableau 2).

Tableau 2 – Emploi dans les grandes entreprises selon le secteur (en %) – 2023⁹

Secteur	Québec	Ontario
Foresterie, exploitation et soutien	n.d.	n.d.
Soins de santé et assistance sociale	18,30	12,58
Services d’enseignement	16,97	14,24
Administrations publiques	13,34	12,85
Commerce de détail	9,04	10,24
Fabrication	8,65	8,91
Finance et assurances	7,20	8,79
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,30	5,15
Transport et entreposage	4,77	5,52
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d’assainissement	3,04	4,99
Commerce de gros	3,00	3,72
Industrie de l’information et industrie culturelle	2,49	2,63
Services d’hébergement et de restauration	1,43	2,73
Construction	1,21	1,71
Arts, spectacles et loisirs	1,00	1,57
Gestion de sociétés et d’entreprises	0,93	0,72
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,84	n.d.
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,49	1,02

⁸ Notamment sous l’impulsion du Mouvement Desjardins, premier employeur privé au Québec avec 45 403 employés en 2023, ainsi que la Banque Nationale du Canada, cinquième employeur privé au Québec avec 15 657 employés en 2023.

⁹ Source : Statistique Canada Tableau 14-10-0215-01. Il s’agit des emplacements statistiques. Les grandes entreprises désignent celles de 500 salariés et plus.

La distribution des emplois dans les grandes entreprises selon les secteurs montre que l'emploi dans les services essentiellement publics mobilise 48,6 % de l'emploi des grands employeurs. En Ontario, cette part est limitée à 39,7 %. Des différences entre le Québec et l'Ontario sont également constatées dans des secteurs comme le Commerce, la Construction ou encore le domaine Finance et assurances.

Les grandes entreprises offrent des salaires globalement plus élevés

La rémunération du travail est généralement plus élevée dans les grandes entreprises.

En 2023, la rémunération horaire moyenne était de 42,31 \$ dans les établissements de 500 employés ou plus du secteur privé au Québec, alors que la rémunération moyenne se situait à 30,46 \$ dans l'ensemble des entreprises du secteur privé (tableau 3). Dans les grandes entreprises, les salariés gagnent ainsi 9,66 \$ de plus par heure que la moyenne des salariés québécois (+39 %, sans prendre en compte les avantages sociaux, généralement plus fréquents et plus complets dans les grandes entreprises).

Les explications d'un tel écart ne sont probablement pas uniformes d'un secteur ou d'une entreprise à l'autre, mais il est possible d'affirmer que la complexité des organisations implique une sophistication et une diversité des expertises et des compétences en général favorables à un niveau moyen de rémunération supérieur.

Les écarts de rémunération selon la taille des entreprises apparaissent similaires entre le Québec et l'Ontario. Néanmoins, la rémunération est globalement supérieure en Ontario pour toutes les tailles d'entreprise (+8 % en moyenne comparativement au Québec). La productivité, globalement plus élevée en Ontario, fait probablement partie de l'explication.

Tableau 3 – Rémunération horaire moyenne, secteur privé¹⁰

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Québec						
Total	23,78	24,68	26,53	27,18	29,03	30,46
Moins de 20	20,54	21,28	23,29	23,85	25,11	26,07
Entre 20 et 99	22,38	23,21	24,99	25,58	27,51	28,59
Entre 100 et 500	26,95	28,41	29,29	30,05	32,74	34,23
Plus de 500	34,64	34,67	36,1	37,37	38,69	42,31
Ontario						
Total	25,9	26,8	28,6	29,43	31,01	32,86
Moins de 20	22,71	23,14	24,91	25,53	26,77	27,99
Entre 20 et 99	24,57	25,29	26,97	27,75	28,97	30,59
Entre 100 et 500	28,76	30,12	31,57	33,15	34,79	36,43
Plus de 500	35,3	36,34	38,72	39,36	41,76	44,84

¹⁰ Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2023, adaptée par l'Institut de la statistique du Québec.

Les grandes entreprises génèrent 45 % du PIB

En moyenne entre 2016 et 2020, 45 % du produit intérieur brut (PIB) généré au Canada par le secteur privé est le fait des grandes entreprises¹¹.

La contribution des petites entreprises pour sa part s'élève à 35,8 % tandis que celle des entreprises de taille moyenne est de 13,2 %, le reste étant distribué parmi les entreprises sans salariés¹².

L'importante contribution des grandes entreprises au PIB est à la fois concomitante au fait qu'elles concentrent une large part de l'emploi et qu'elles disposent d'un capital physique ou technologique par travailleur potentiellement élevé. Cela favorise entre autres la productivité.

Le PIB des régions repose largement sur l'impulsion des grandes entreprises.

La présence des grandes entreprises dans les différentes régions du Québec a été déterminante à la structure actuelle de l'industrie québécoise. Elles jouent en fait le rôle de locomotive dans le développement économique des régions et leur participation au système national de production et d'innovation.

Plusieurs régions du Québec se distinguent par une part prépondérante de la production de biens dans leur PIB. Alors que la part de la production de biens dans le PIB est en moyenne de 27 % au Québec, cette moyenne est dépassée dans 12 régions sur 17, en particulier les régions dont l'essor s'est largement basé sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles.

Cette part atteint par exemple 72 % dans le Nord-du-Québec, 65 % en Côte-Nord et 53 % en Abitibi-Témiscamingue. Ces trois régions portent 85 % de l'industrie québécoise de l'extraction minière et contribuent sans doute à l'essentiel des exportations québécoises dans ce secteur (3^e secteur d'exportation, avec 8,5 milliards de dollars, soit 7,1 % des exportations québécoises en 2023).

Il peut être constaté, et sans surprise, que le secteur de la fabrication est généralement dominé par de grandes entreprises (tableau 4), représentant 0,55% du total, contrairement à seulement 0,26 % pour l'ensemble des secteurs économiques. Ceci est aussi remarquable dans certains sous-secteurs : par exemple 5,99 % des entreprises du secteur de la première transformation de métaux sont des entreprises de 500 employés et plus (largement du fait de la nature particulière de l'industrie de l'aluminium). Cette part est de 4,46% dans le secteur Fabrication de matériel de transport et de 3,76% dans la Fabrication du papier.

¹¹ La contribution des grandes entreprises au PIB a été en moyenne de 46 % dans le secteur des biens et 44% dans celui des services.

¹² Source : Principales statistiques relatives aux petites entreprises — 2023, <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2023#s5.1>
Dans cette source, une entreprise consiste en un ou plusieurs établissements nationaux qui sont désignés sous propriété ou contrôle commun.

Tableau 4 – Part des entreprises de 500 employés ou plus dans certains sous-secteurs¹³

	Canada	Québec	Ontario
Total, toutes les industries	0,24	0,26	0,27
Première transformation des métaux [331]	3,79	5,99	3,05
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz) [212]	4,64	4,80	3,92
Fabrication de matériel de transport [336]	3,93	4,46	5,35
Fabrication du papier [322]	3,31	3,76	2,16
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]	0,71	0,92	0,82
Fabrication de produits chimiques [325]	1,37	0,78	2,20
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]	0,52	0,76	0,69
Fabrication d'aliments [311]	0,91	0,65	1,23
Fabrication [31-33]	0,61	0,55	0,77
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc [326]	0,97	0,34	1,32
Fabrication de machines [333]	0,39	0,20	0,42
Fabrication de produits métalliques [332]	0,18	0,20	0,25
Fabrication de produits en bois [321]	0,12	0,10	
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]	0,15	0,07	0,13
Activités diverses de fabrication [339]	0,06	0,07	0,05
Cultures agricoles [111]	0,04	0,02	0,10
Élevage et aquaculture [112]	0,01	n.d.	
Impression et activités connexes de soutien [323]	0,06	n.d.	0,07
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]	0,14	n.d.	0,35

L'avantage énergétique du Québec est une des assises du développement industriel en région

La consommation industrielle d'électricité compte au Québec pour 35 % de la consommation totale (et 31% des ventes d'électricité). De ce 35 %, une part importante va aux régions. Les régions qui en consomment le plus gros morceau sont la Côte-Nord (avec 8,1 % de la consommation totale d'électricité tous secteurs confondus ou près d'un quart de toute la consommation industrielle au Québec), le Centre-du-Québec (4,9 %), la Montérégie (4,8%) et la Capitale-Nationale (3,6 %). Une part importante de la consommation industrielle d'électricité est concentrée dans un nombre restreint de secteurs : la moitié de la consommation industrielle est ainsi le fait de la production d'aluminium et dans les pâtes et papiers, deux secteurs néanmoins structurants sur le plan du développement régional, mais aussi au niveau de la balance commerciale du Québec, l'aluminium et le papier comptant parmi les principaux produits exportés par le Québec.

¹³ Source : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3310071701>

Dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, des pressions à la demande importante pour une énergie propre, le Québec doit maintenir le développement industriel qui lui assure un positionnement économique avantageux. Il faut agir en parallèle sur la productivité énergétique qui passe entre autres par les technologies qui feront de l'efficacité productive une culture industrielle toujours plus forte au Québec. Dans l'intervalle, l'accès à de l'énergie à un coût concurrentiel provenant d'une source fiable doit être maintenu considérant la structure économique globale du Québec et de ses régions. La transition énergétique ne peut être indépendante de l'évolution industrielle. La mise en place de mesures d'efficacité énergétique et l'innovation en productivité énergétique représentent aussi des éléments clés dans la politique économique et énergétique du Québec. D'ailleurs, le secteur industriel a fait preuve d'innovation et fait des gains majeurs en efficacité énergétique, malgré la relative faiblesse des tarifs au Québec. Le secteur des affaires a fait des gains réels cumulatifs 2020, 2021, 2022 d'efficacité énergétique de 1049 GWh auxquels s'ajoutent des gains de 487GWh en 2023. Dans le secteur résidentiel, ces gains ont été de 947 GWh pour la période 2020-2022 et de 174Gwh en 2023.

Par ailleurs, l'avantage concurrentiel qui fait la marque du Québec qu'est l'électricité s'effrite. Le monde entier investit massivement pour augmenter leur part d'énergies renouvelables et propres. En 2023, près d'un quart de la demande d'électricité aux États-Unis a pu être couvert par des énergies renouvelables. Côté prix, il est prévu que l'IRA américain fera baisser de façon considérable le prix de marché de l'électricité aux États-Unis. Par exemple, le groupe *Resources for the Future* établit qu'une baisse entre 5,2 % et 6,7 % des prix de l'électricité est à prévoir au cours de la prochaine décennie.

Les écarts entre les tarifs industriels d'ici et de plusieurs provinces ou États sont faibles (le tarif est de 5 cents au Québec, 6 cents au Tennessee, et 7 cents au Michigan).

Les grandes entreprises jouent un rôle de catalyseur et de moteur de croissance auprès des PME

Les grandes entreprises agissent également comme moteurs de croissance pour les PME, en premier lieu par le biais de partenariats et de contrats de sous-traitance ou de fournisseurs. L'action des grandes entreprises sur le développement du tissu industriel local est ainsi à la fois directe et indirecte, dans une multitude de secteurs, tels que les services, dont les services professionnels et techniques, en passant par la fabrication ou encore la construction, jusqu'au commerce de détail ou encore la restauration. Les grandes entreprises favorisent aussi le renforcement global de secteurs stratégiques ou de chaînes d'approvisionnement complexes.

Dans un sondage réalisé par le *DEEP Centre*, les PME ont relevé l'enjeu de sécuriser une clientèle stable comme l'un des principaux obstacles à la croissance, d'où le rôle que peuvent jouer les grandes entreprises¹⁴. Selon ce sondage, 150 000 PME canadiennes faisaient affaire, en 2015, avec 50 grandes entreprises, pour une valeur de plus de 37 milliards de dollars. Par grande entreprise, la moyenne des achats se situe ainsi à 728 millions de dollars auprès de 3 000 PME, ce qui représente 35 % de ses achats.

¹⁴ DEEP Centre, CATALYZING CANADIAN GROWTH, November 2015

http://deepcentre.com/wordpress/wp-content/uploads/2015/11/DEEPCENTRE_CATALYZING_CANADIAN_GROWTH_NOV_2015.pdf

Les résultats d'une consultation menée auprès de plusieurs grandes entreprises membres du CPQ en 2019 vont dans le même sens¹⁵ : les entreprises sondées ont dit faire affaire en moyenne avec près de 2 500 fournisseurs au Québec (dont, sans doute, une majorité de PME).

Si la présence de grandes entreprises est propice au dynamisme entrepreneurial et au développement des PME, les PME permettent aux grandes entreprises de diversifier leurs sources d'approvisionnement et de profiter de l'adaptabilité des petites entreprises à l'évolution des marchés, et ainsi favoriser l'innovation, l'intégration technologique et la performance globale des secteurs stratégiques.

À cet égard, la réussite au Québec des grappes industrielles et des créneaux d'excellence illustre comment le renforcement des relations intrasectorielles est déterminant à la compétitivité des entreprises et la performance globale de secteurs hautement stratégiques. Les secteurs de l'aluminium et de l'aérospatiale sont d'excellents exemples du succès des grappes industrielles au Québec.

Alors que la production primaire d'aluminium est orchestrée par trois grandes entreprises d'envergure mondiale – Rio Tinto, Alcoa et Alouette – le Québec compte plus de 1 734 entreprises de 1^{re}, 2^e et 3^e transformation d'aluminium réparties dans toutes les régions et plus d'une cinquantaine d'équipementiers répartis sur l'ensemble du territoire¹⁶.

L'industrie aérospatiale québécoise compte six maîtres d'œuvre et près d'une quinzaine d'équipementiers intégrateurs de calibre international qui s'appuient sur un vaste réseau de sous-traitants et de fournisseurs de produits spécialisés¹⁷.

Partout au Québec, les créneaux d'excellence¹⁸ offrent aussi l'occasion de miser sur les assises d'historiques industriels ou de ressources territoriales, grâce à des stratégies locales propices à la consolidation des expertises, le développement technologique et la performance de secteurs particulièrement nichés. Le modèle des créneaux d'excellence permet donc de permettre à des régions éloignées des pôles économiques de participer activement à l'innovation québécoise.

La propension d'investissement et la croissance des PME dans le cadre des grands virages de nos temps dépendent largement de l'impulsion des grandes entreprises. Celles-ci peuvent avoir un effet d'entraînement sur les PME qui sont leurs fournisseurs ou leurs clients.

Ceci est par exemple le cas dans le domaine de l'intelligence artificielle dont les applications devraient entraîner d'importants gains de productivité. Les développements technologiques notamment en IA, requièrent des investissements substantiels et une base importante de capital technologique, de compétences et de connaissances internes. L'élan des grandes entreprises en matière d'intégration technologique est progressivement diffusé au sein des réseaux de PME. Cela est également vrai dans le contexte de la nouvelle économie de l'énergie et de l'amélioration de la performance environnementale des entreprises. Les effets d'entraînement des grands donneurs d'ordre dans leur démarche de décarbonisation incitent également les PME à se moderniser pour répondre aux nouvelles normes des donneurs d'ordres et garder ainsi leur place au sein des chaînes d'approvisionnement.

¹⁵ Grandes entreprises au cœur de la prospérité du Québec, CPQ, 2019 [Grandes entreprises au coeur de la prospérité du Québec](#)

¹⁶ <https://alouquebec.com/industrie/>

¹⁷ Un réseau de près de 200 sous-traitants et fournisseurs tournés vers l'innovation et spécialisés dans plusieurs secteurs : systèmes électriques et électroniques, usinage, maintenance et réparation, traitement de surface, informatique, essais et contrôles, finition intérieure, plasturgie, composites et optique appuie les maîtres d'œuvre, Aéro Montréal <https://www.aeromontreal.ca/industrie.html>

¹⁸ Liste des créneaux d'excellence, [Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#), <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux-dexcellence/rechercher-un-creneau>

Le tiers des exportations est le fait des grandes entreprises

En 2023, les expéditions à l'étranger des « établissements » de 500 employés représentaient 33 % du total québécois des exportations. Au Canada, cette part s'établissait à 27 %.

Petite économie ouverte, la croissance économique et les équilibres macro-économiques du Québec dépendent largement de sa capacité à exporter¹⁹. En ce sens, la compétitivité des secteurs portés vers les marchés internationaux est déterminante, en particulier pour l'aérospatiale et l'aluminium qui assurent autant que 20 % des exportations québécoises (tableau 5). Parmi les 25 premiers domaines d'exportation du Québec, on peut noter que les usines de papier comptent pour 3% des exportations, la sidérurgie pour 2% et les scieries pour 1%.

Tableau 5 – 25 premiers domaines d'exportations du Québec, 2023, en millions de dollars

	2023	Millions de dollars (\$)	Part total %
33641 - Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces		13 061,4	11%
33131 - Production et transformation d'alumine et d'aluminium		10 243,47	9%
21221 - Extraction de minerais de fer		5 251,989	4%
32411 - Raffineries de pétrole		4 530,706	4%
33361 - Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance		3 622,296	3%
33141 - Fonte et affinage de métaux non ferreux (sauf aluminium)		3 570,511	3%
32212 - Usines de papier		3 525,78	3%
21222 - Extraction de minerais d'or et d'argent		3 215,965	3%
33612 - Fabrication de camions lourds		2 587,888	2%
31161 - Abattage et transformation d'animaux		2 440,685	2%
33142 - Laminage, étirage, extrusion et alliage du cuivre		2 241,512	2%
33331 - Fabrication de machines pour le commerce et les industries de services		2 069,663	2%
32541 - Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments		1 858,47	2%
33111 - Sidérurgie		1 827,506	2%
32111 - Scieries et préservation du bois		1 737,763	1%
33451 - Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'instruments médicaux		1 675,316	1%
32121 - Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué		1 596,491	1%
32519 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base		1 528,802	1%
33641 - Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces		1 424,087	1%
33131 - Production et transformation d'alumine et d'aluminium		1 312,211	1%
21221 - Extraction de minerais de fer		1 307,064	1%
32411 - Raffineries de pétrole		1 262,364	1%
33361 - Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance		1 124,722	1%
33141 - Fonte et affinage de métaux non ferreux (sauf aluminium)		1 110,952	1%
32212 - Usines de papier		1 099,932	1%
Sous-total		75 227,55	
Autres		43 339,37	
Total (Toutes les industries)		118 566,9	

Source : Données sur le commerce en direct

¹⁹ Au Québec, 1 128 689 d'emplois dépendaient directement ou indirectement des exportations internationales et interprovinciales de biens et de services, soit 27,4 % de l'emploi total (les emplois reliés aux exportations internationales représentent 15% de l'emploi total). Source https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf, données de 2016.

Les principaux domaines d'exportation sont souvent portés par des grandes entreprises et des entreprises d'envergure : au Canada, les « entreprises » de 500 employés et plus sont à l'origine de 57 % des exportations canadiennes de biens²⁰. Nous ne disposons pas de données équivalentes pour le Québec. Cependant, il est établi que la proportion d'entreprises exportatrices est comparable entre le Québec (29 % des entreprises) et la moyenne canadienne (30,6 % des entreprises)²¹ et laisse supposer que leur contribution aux exportations est similaire. D'ailleurs, les données disponibles par établissement (plutôt que par entreprise) montrent que les établissements de grande taille (500 employés et plus) assurent 27 % du total des exportations tel que mentionné plus haut (tableau 6).

Tableau 6 – Part des exportations selon la taille de l'établissement, Québec et Canada – 2013-2023²²

Niveau d'emploi de l'établissement	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Canada											
0 à 499 employés	72%	74%	70%	69%	70%	71%	70%	72%	75%	77%	73%
500 employés ou plus	28%	26%	30%	31%	30%	29%	30%	28%	25%	23%	27%
Québec											
0 à 499 employés	73%	76%	65%	67%	68%	65%	59%	65%	67%	65%	67%
500 employés ou plus	27%	24%	35%	33%	32%	35%	41%	35%	33%	35%	33%

Source : Statistique Canada. Tableau 12-10-0103-01

La productivité est plus élevée dans les grandes entreprises

Il est admis que la productivité est plus élevée dans les grandes entreprises :

- Selon une étude récente de la Banque de développement du Canada (BDC)²³, la productivité des PME canadiennes se situe à 58 % de celle des grandes entreprises en 2023, un niveau en baisse par rapport à 2019 (69 %). Pour les plus petites (moins de 100 employés) la baisse est aussi très marquée (de 60% en 2019 à 50% en 2021). Il est fort probable qu'une intégration des dernières technologies numériques, plus accessibles pour les grandes entreprises, ait eu tendance à augmenter l'écart de productivité.
- Un rapport du Brookings²⁴ conclut également pour le Canada que « **la rareté des grandes entreprises dominantes d'envergure mondiale explique probablement une partie du retard de productivité du pays** ». Concentrée sur les industries dites avancées, cette étude reconnaît la recherche et développement, l'intensité en travailleurs STGM et un capital humain globalement

²⁰ Statistique Canada. Tableau 12-10-0094-01 Commerce des biens selon les caractéristiques des exportateurs, selon le niveau d'emploi et l'industrie de l'entreprise

²¹ Statistique Canada tableau 33-10-0150-01. Exportation de biens ou de services, par industrie et taille de l'entreprise. Les grandes entreprises désignent celles de 250 employés ou plus dans cette enquête. Les chiffres sont pour 2019. En 2017, le pourcentage d'entreprises exportatrices se situait à 25% tant pour le Québec que pour la moyenne canadienne. Il y a donc eu un progrès intéressant.

²² Statistique Canada Tableau : 12-10-0103-01

²³ https://www.bdc.ca/fr/a-propos/analyses-recherche/productivite#:~:text=Des%20solutions%20pour%20les%20pri%C3%A9taires%20d'entreprises,_%202024&text=La%20croissance%20de%20la%20productivit%C3%A9,que%20la%20productivit%C3%A9%20du%20travail

²⁴ https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/06/Canadas-Advanced-Industries_18-06-05_FINAL2.pdf

capable d'intégrer et de commercialiser de nouveaux produits et services innovants comme les clés de la productivité.

- Une étude de la BDC établit que les secteurs où les entreprises canadiennes n'étaient pas aussi productives que leurs homologues américaines étaient ceux où le Canada comptait en moyenne plus de petites entreprises que les États-Unis²⁵. L'écart dans la répartition des travailleurs par taille d'entreprise expliquait 20 % de l'écart de vente par employé entre les États-Unis et le Canada à la fin des années 1990, et environ 50 % de l'écart de productivité dans le secteur manufacturier.
- Une étude de Statistique Canada avait également confirmé que la productivité est inférieure dans les petites entreprises que dans les grandes²⁶. Le niveau de productivité des petites entreprises représentait 47 % de celui des grandes au Canada et 67% aux États-Unis. La plus faible productivité dans les plus petites entreprises comparativement aux grandes et le fait que les PME représentent une plus grande part de l'activité économique au Canada qu'aux États-Unis contribueraient à expliquer l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. De plus, aux États-Unis, les investissements sont plus élevés dans les TIC. L'étude avance ainsi **qu'une augmentation de la part de l'emploi dans les grandes entreprises du Canada pour atteindre le même niveau qu'aux États-Unis augmenterait la productivité nominale du travail** de 6 %, réduisant d'un tiers environ le retard de productivité du Canada par rapport aux États-Unis.

Ainsi, une plus grande concentration de l'emploi dans les grandes entreprises serait favorable à des gains de productivité. Globalement, les grandes entreprises puisent leur capacité à augmenter l'efficacité de la production dans différentes sources, notamment l'utilisation de technologies avancées, une meilleure organisation des intrants, la présence d'économies d'échelle, des fruits de leurs investissements en R-D et en innovation, et d'un système de gestion structuré du capital humain. De plus, l'accès à des capitaux importants et un coût moindre leur permet d'élever l'intensité capitaliste de leur activité à des niveaux difficilement atteignables par les PME.

R-D et innovation dans les grandes entreprises

Les grandes entreprises, pour la plupart soumises à la concurrence mondiale, doivent innover pour rester compétitives. Les retombées de leurs innovations se mesurent en création de valeur, mais aussi en termes de capital connaissances et capital technologique qui se diffusent dans l'ensemble de l'économie et des divers écosystèmes industriels.

Bien que les PME soient aussi disposées à innover, la contribution des grandes entreprises est particulière par le volume et la continuité des moyens entrepris en recherche et développement (R-D) et en projets innovants. La disponibilité des leviers financiers des grandes entreprises leur permet aussi de s'engager dans des programmes d'innovation à forte teneur scientifique et technologique et de supporter des investissements plus à risque quant à leurs retombées.

²⁵ Danny Leung, Césaire Meh, and Yaz Terajima, "Productivity in Canada: Does Firm Size Matter?", Research Department <https://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2010/06/leung2.pdf>, les grandes firmes dans cette étude sont celles de 100 employés et plus.

²⁶ John Baldwin, Danny Leung and Luke Rispoli, "Canada–United States Labour Productivity Gap Across Firm Size Classes," The Canadian Productivity Review, Statistics Canada catalogue no. 15-206-X, No. 33, 2014. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/15-206-x/15-206-x2014033-eng.pdf?st=kyJ5bZkY>

Ainsi, au niveau canadien :

- Entre 2020 et 2022, 78,4 % des grandes entreprises canadiennes étaient susceptibles d'innover en matière de produits ou de procédés contre 71 % des petites entreprises (72 % en moyenne pour l'ensemble des entreprises)²⁷.
- En 2022, 18,7 % des entreprises de 20 à 99 employés ont eu des activités de R-D, alors que cette proportion grimpait à 42,1 % pour les entreprises de 250 employés²⁸.
- En 2022, 18 % des plus petites entreprises ont acquis ou développé une technologie de pointe, contre 26 % dans le cas des grandes.

Au niveau du Québec, les données disponibles²⁹ montrent que le Québec se situe légèrement plus bas que la moyenne canadienne pour ce qui est de la part d'entreprises ayant introduit une innovation en matière de produits ou de procédés : cette part se situe à 70 % des entreprises au Québec, à 72% en moyenne au Canada et à 75 % en Ontario.

Le Québec se distingue néanmoins sur la scène mondiale dans plusieurs domaines. À titre d'exemple, en termes d'IA, selon le *Global AI Index 2022*³⁰, le Québec se classe au septième rang mondial sur le plan de la robustesse grâce à son excellence en recherche, derrière le Canada placé 4^e rang³¹. La performance du Québec, globalement élevée, est conforme à sa réputation en ce qui a trait aux conditions d'investissements en R-D ou encore dans le domaine de l'intelligence artificielle, mais les détails du classement révèlent que le Québec se classe mieux sur la dimension recherche que sur la dimension développement. Cette distinction révèle un enjeu déterminant au positionnement futur de l'industrie québécoise.

Le fait que le Québec affiche un nombre restreint d'inscriptions en bourse est un des facteurs pouvant expliquer le plus faible nombre de grandes entreprises et des activités d'innovation moindre³². De plus, le Québec comptait 557 sièges sociaux en 2022, un nombre en légère hausse au cours des dernières années³³ (ils étaient 552 en 2017), néanmoins deux fois moins élevé qu'en Ontario (1 058 en 2022 et 1 090 en 2017). La présence des sièges sociaux présente un effet direct sur les investissements locaux, notamment en R-D.

Selon une étude de KPMG³⁴, il s'observe un lien entre la présence de sièges sociaux et la qualité des emplois directs et induits, le développement des firmes de services professionnels gravitant autour de

²⁷ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240220/dq240220b-fra.htm> Une entreprise qui compte 250 employés et plus est considérée comme grande dans cette enquête.

²⁸ Activités d'innovation menées, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, Statistique Canada, Tableau 33-10-0184-01

²⁹ Les données selon la taille des entreprises ne sont pas disponibles au niveau provincial.

³⁰ Analyse régionale de l'IA au Québec, Tortoise Media : <https://www.tortoisemedia.com/intelligence/regional-analysis-of-ai-in-quebec/>.

³¹ [CIQ Investissements IA secteur privé EDS-1.pdf \(conseilinnovation.quebec\)](#). p. 5. Ce rapport note aussi que : Selon l'Enquête sur la technologie numérique et l'utilisation d'Internet de 2021 de Statistique Canada citée dans une étude réalisée par The Dais, avec le soutien de différents acteurs dont le Conseil de l'innovation, 5 % des entreprises du Québec utilisent actuellement l'IA. Ce taux place la province légèrement en tête au pays.

³² Le Québec compte 125 des 1806 sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) en juin 2024 (soit 7% du total canadien), dont la valeur marchande combinée s'élève à 558 milliards de dollars, soit 13% de la capitalisation boursière totale de 4388 G\$. L'Ontario pour sa part abrite 71% des entreprises cotées à la bourse TSX et compte pour 53% de la capitalisation boursière totale. (À noter que la faiblesse des inscriptions en bourse s'observe aussi récemment partout au Canada et même au monde. Plusieurs explications sont avancées, notamment la pression accrue de groupes d'actionnaires, le risque d'une offre d'achat non sollicitée et le poids de la conformité. Ce dernier point est sûrement un élément sur lequel les gouvernements peuvent agir.

³³ Tableau : 33-10-0110-01 (anciennement CANSIM 528-0002) <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/cv.action?pid=3310011001>

³⁴ Les sièges sociaux au Québec – Leur évolution, leur contribution et leur expansion. Présentation du rapport d'analyse réalisée pour le Groupe de travail sur la protection des entreprises québécoises http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca/GTPEQ/Documents/Rapport_Secor-KPMG.pdf

leurs activités (comptabilité, services financiers, juridiques, informatiques et de télécommunications, etc.). De plus, la présence de sièges sociaux participe à la notoriété du territoire économique et à la croissance du tourisme d'affaires, avec des effets positifs sur l'immobilier non résidentiel, les secteurs de l'hébergement, de la restauration, du divertissement, de la culture, ainsi que sur le niveau des activités caritatives.

La contribution fiscale des grandes entreprises

Le Québec se retrouve au 5e rang sur trente-deux en matière de poids des impôts sur les sociétés (6,5 % du PIB) lorsqu'on l'insère parmi les économies avancées de l'OCDE et se situe donc nettement au-dessus de la moyenne (4,5 %) et de la moyenne du reste du Canada (5,4 %)³⁵. En proportion du PIB, le poids de ces prélèvements s'élève au Québec à 6,5 %, ce qui le situe au-dessus et de la moyenne de l'OCDE (4,5 %).

Il peut être estimé que plus de la moitié des prélèvements fiscaux auprès des entreprises au Québec est réalisé auprès des grandes entreprises. En effet, les grandes entreprises ont versé 53,7 % des prélèvements fiscaux totaux alors que 29,6% ont été versés par les petites entreprises et 16,7% par les moyennes entreprises³⁶.

Par ailleurs, le taux moyen de l'impôt payé est plus élevé pour les grandes entreprises. En effet, *pour l'année 2019 (dernière année disponible), le taux moyen de l'impôt du Québec sur les bénéficiaires des entreprises ayant produit une déclaration de revenus au Québec s'élevait à 10,7 %. Mesuré en proportion de leur revenu imposable au Québec, les petites entreprises avaient un taux d'imposition moyen inférieur à la moyenne avec 9,7 % alors que les moyennes entreprises avaient un taux moyen pratiquement égal avec 10,9 %. Enfin, les grandes entreprises, avec un taux moyen d'imposition qui s'établissait à 11,5 %, se situaient légèrement au-dessus de la moyenne³⁷.*

Taux moyen d'imposition

Petites entreprises : 9,7 %

Moyennes entreprises : 10,9 %

Grandes entreprises : 11,5 %

En ce qui a trait aux impôts sur les bénéficiaires des sociétés au Québec, le taux combiné fédéral - provincial s'établit à 26,5 % pour les grandes entreprises, et à 12,2 % pour les PME (PME admissibles à la déduction pour petites entreprises, DPE). Ce sont les mêmes chiffres que l'Ontario. À l'échelle de l'OCDE, 23 pays membres ont un taux d'impôt des sociétés plus faible que celui du Québec.

³⁵ CFFP, Bilan de la fiscalité 2024, https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2024/01/bilan_de_la_fiscalite_edition_2024_final.pdf En plus des impôts sur les bénéfices des sociétés, les prélèvements fiscaux applicables aux sociétés incluent également les impôts sur les salaires et les taxes sur le capital des sociétés. A noter que les cotisations sociales payées par les employeurs ne sont pas incluses dans ces chiffres. Au Québec, les impôts sur les salaires sont composés des cotisations au Fonds des services de santé, la principale composante, mais aussi des cotisations au Fonds de développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre et des contributions temporaires relatives à la taxe des institutions financières. Comme le taux de cotisation au RRQ est plus élevé au Québec que dans le RDC et que le Québec se distingue par la présence du RQAP, il est plausible que l'ensemble des prélèvements soit plus élevé.

³⁶ Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille des entreprises – 2019. Dernière année disponible. Tableau 74. Les petites entreprises détiennent un actif de moins de 15 millions \$ et un revenu brut de moins de 10 millions \$; les moyennes entreprises sont les sociétés qui n'entrent pas dans la catégorie des petites entreprises, mais qui ont un actif et un revenu brut de moins de 50 millions \$; les grandes entreprises détiennent un actif ou un revenu brut de 50 millions \$ ou plus.

³⁷ CFFP, Bilan de la fiscalité 2024. *Il est à noter qu'à cela s'ajoute l'impôt fédéral sur les bénéfices des sociétés.*

Le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) représente une autre façon d'observer la fiscalité québécoise sur les investissements de façon plus globale. Ce taux indique la part du rendement d'un nouvel investissement qui est accaparée par l'impôt. Ce taux s'établit à 11,5 % au Québec, niveau plus faible que la moyenne canadienne de 15,2 %, et plus faible que le taux américain et la moyenne de l'OCDE, de 22,6 % et 18,6 % respectivement³⁸. Le Québec se compare ainsi avantageusement à plusieurs autres pays par cette mesure. Une nuance est toutefois à apporter à ces chiffres. Malgré son importance au niveau de la compétitivité fiscale et des incitatifs à l'investissement, il faut noter que pour les entreprises qui n'investissent pas pendant une année, ou dont les investissements ne sont pas admissibles aux mesures d'amortissement, c'est le taux statutaire d'impôt qui demeure le plus pertinent, et par cette mesure le Québec est relativement moins compétitif tel qu'on l'a vu précédemment.

Conclusion

Les grandes entreprises jouent un rôle crucial dans l'économie du Québec. Bien qu'elles ne représentent qu'environ 0,2 % du nombre total d'entreprises, leur contribution au PIB, à l'emploi, à l'innovation et aux exportations est considérable. Les grandes entreprises ne sont pas seulement des acteurs majeurs de l'économie nationale ; elles sont aussi des moteurs de prospérité dans toutes les régions du Québec. Leur impact va au-delà de leur poids économique direct, puisqu'elles dynamisent les écosystèmes d'affaires locaux et régionaux, renforcent les chaînes d'approvisionnement et agissent comme leviers de croissance pour les PME.

Devant ce constat, et dans un contexte mondial en mutation rapide marqué par des défis climatiques, économiques et géopolitiques, le Québec doit impérativement capitaliser sur ses forces et prendre des mesures stratégiques pour maximiser l'impact des grandes entreprises sur l'économie régionale et nationale tout en favorisant des partenariats solides avec les PME. Le CPQ identifie plusieurs axes stratégiques pour soutenir cette ambition :

Compétitivité fiscale et réglementaire

Le maintien d'un environnement fiscal attrayant pour les grandes entreprises est, et restera crucial pour stimuler les investissements. Un plan pour réduire les taxes sur la masse salariale particulièrement plus imposante au Québec devrait être envisagé. Le Québec doit s'assurer que ses politiques fiscales soutiennent la croissance des investissements locaux et l'attraction des investissements directs étrangers majeurs.

Il est également crucial de ne pas alourdir le fardeau réglementaire et d'harmoniser les régulations provinciales avec celles des partenaires commerciaux clés, afin de minimiser les coûts de conformité pour les entreprises opérant sur plusieurs marchés. Une telle harmonisation améliorerait l'attractivité du Québec en tant que destination d'investissement, en particulier pour les grandes entreprises qui cherchent à optimiser leurs opérations à l'échelle nationale et internationale.

Approvisionnement énergétique durable

Le Québec dispose d'un avantage stratégique unique en matière d'énergie renouvelable, en particulier grâce à son accès abondant à l'hydroélectricité. Cet atout est essentiel pour les grandes entreprises, notamment dans des secteurs comme la métallurgie et les pâtes et papiers où les coûts énergétiques constituent une part importante des dépenses opérationnelles. Pour conserver cet avantage, il est

³⁸ https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2024/01/bilan_de_la_fiscalite_edition_2024_final.pdf Chiffres de 2020, dernière année disponible.

impératif de garantir un accès stable à l'énergie, et à coût compétitif, tout en favorisant des pratiques d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le CPQ recommande la mise en place d'une politique énergétique intégrée qui encourage à la fois l'investissement dans des infrastructures énergétiques durables et la transition vers des sources d'énergie renouvelable. Cette approche permettra non seulement de soutenir les grandes entreprises dans leur démarche de décarbonisation, mais aussi de renforcer l'attrait du Québec comme hub d'investissement vert à l'échelle mondiale.

Renforcement des écosystèmes régionaux et des chaînes d'approvisionnement

Les grandes entreprises jouent un rôle central dans le dynamisme économique des régions du Québec. Elles agissent comme des pôles de croissance autour desquels gravitent des réseaux de PME, notamment à travers des partenariats, des contrats de fourniture, sous-traitance et des collaborations en innovation. Ces relations permettent de renforcer le tissu économique local, d'encourager l'innovation et de favoriser l'exportation de produits à haute valeur ajoutée.

Pour maximiser cet impact, le CPQ recommande de renforcer les incitatifs pour les grandes entreprises à établir des relations durables avec les PME locales. Des programmes spécifiques de soutien à l'innovation collaborative et des incitatifs fiscaux pour les contrats de sous-traitance avec des PME pourraient contribuer à consolider ces chaînes de valeur. De plus, le développement de grappes industrielles et de créneaux d'excellence dans les régions peut aider à renforcer l'intégration des grandes entreprises et des PME, créant ainsi des écosystèmes robustes capables de résister aux chocs économiques.

Promotion de l'innovation et de la productivité

Les grandes entreprises ont une capacité d'innovation significative, soutenue par des ressources financières importantes et des équipes de recherche et développement (R-D) compétentes. Elles sont souvent les premières à adopter de nouvelles technologies, ce qui crée un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Cependant, pour maximiser cet effet, il est nécessaire de créer un environnement qui favorise encore davantage l'innovation.

Le CPQ suggère d'intensifier les efforts pour promouvoir l'innovation au sein des grandes entreprises en renforçant les programmes de soutien à la R-D et en encourageant l'intégration de technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle et les technologies propres. Il est également important d'assurer un meilleur accès aux talents qualifiés, en augmentant le soutien à la formation et en favorisant les collaborations entre les entreprises, les universités et les centres de recherche. Une politique d'innovation proactive aidera non seulement à maintenir le leadership des grandes entreprises, mais aussi à diffuser les bénéfices de ces innovations aux PME, renforçant ainsi l'ensemble de l'économie québécoise.

Favoriser les investissements et l'internationalisation

Pour accroître la compétitivité des grandes entreprises québécoises, il est essentiel de soutenir leur expansion sur les marchés internationaux. Le CPQ recommande d'intensifier les efforts pour promouvoir les investissements directs étrangers et pour aider les entreprises québécoises à se positionner sur des marchés mondiaux. Cela inclut la mise en place de politiques favorables à l'investissement, le développement d'infrastructures adaptées, et la promotion active du Québec comme une destination de choix pour les entreprises cherchant à s'étendre à l'international. Il faut aussi en particulier renforcer nos liens avec les pays francophones et promouvoir nos intérêts économiques communs.

Il est important de reconnaître à sa propre valeur le rôle vital qu'ont joué et que jouent les grandes entreprises dans le développement économique de toutes les régions du Québec, en mettant en œuvre ces stratégies, le Québec peut renforcer le rôle des grandes entreprises en tant que moteurs de la croissance économique, tout en soutenant les PME et en maximisant l'impact économique dans toutes les régions. Le CPQ et ses membres sont déterminés à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements et les parties prenantes pour créer un environnement économique dynamique, inclusif et résilient, capable de relever les défis tout en favorisant la prospérité durable de toute la province. Les grandes entreprises pourront ainsi continuer de forger le Québec de demain.



Annexe statistique

Le Québec compte un total de 278 435 entreprises (emplacements statistiques)³⁹, dont 97,8 % ont moins de 100 employés et seulement 0,3 %, soit 732, atteignent une taille de 500 employés et plus (tableau 1, cette part était de 0,2% en 2019)⁴⁰.

La distribution des emplacements selon le nombre d'employés est comparable à celle de l'ensemble du Canada et de l'Ontario.

Les données révèlent également que la part ontarienne des emplacements de grande taille dans le total canadien de 42 % dépasse le poids démographique de l'Ontario (39,5 %). Au Québec, la part de ces mêmes emplacements représente 23 % du total canadien et dépasse légèrement son importance démographique (22 %).

³⁹ Se reporter à la note méthodologique pour la définition d'emplacement. Chiffres de juin 2023.

⁴⁰ Si on regarde le privé seulement la part est fort probablement inférieure. On notera également qu'environ 43 % des emplacements se trouvent dans le Grand Montréal (119587 emplacements), la métropole comptant à elle seule 52 % des emplacements de 500 employés et plus établis au Québec (380 entreprises de 500 employés et plus). Chiffres de 2020. Source <https://observatoire.cmm.qc.ca/grand-montreal-en-statistiques/>

Tableau A – Nombre d’emplacements avec employés, selon le nombre d’employés

Géographie	Tranches d'effectif	Nombre	Nombre d'entreprises de la province ou du Canada (%)	Nombre d'entreprises par province dans le Canada (%)	Population du Canada (%)
Canada	1 à 99 employés	1 322 687	98		
	100 à 499 employés	24 181	1,8		
	500 employés et +	3 202	0,2		
Total		1 350 070	100		100
Québec	1 à 99 employés	272 239	97,8	20,6	
	100 à 499 employés	5 464	2,0	22,6	
	500 employés et +	732	0,3	22,9	
Total		278 435	100	20,6	22,1
Ontario	1 à 99 employés	494 570	97,9	37,4	
	100 à 499 employés	9 177	1,8	38,0	
	500 employés et +	1 341	0,3	41,9	
Total		505 088	100	37,4	39,5
Alberta	1 à 99 employés	171 752	98,0	13,0	
	100 à 499 employés	3 094	1,8	12,8	
	500 employés et +	364	0,2	11,4	
Total		175 210	100	13	12,2
Colombie-Britannique	1 à 99 employés	211 721	98,2	16,0	
	100 à 499 employés	3 411	1,6	14,1	
	500 employés et +	380	0,2	11,9	
Total		215 512	100	16	13,8

Sources : Statistique Canada. Nombre d'entreprises canadiennes avec employés, juin 2023, Tableau : 33-10-0717-01 et Tableau 14-10-0287-01 Caractéristiques de la population active. Les entreprises sont dénombrées en tenant compte de leurs « emplacements statistiques ». Ainsi, une entreprise de vente au détail ayant 10 magasins et 1 siège social représente 11 entreprises. Ces chiffres comprennent les secteurs privé et public.

Tableau B – Nombre d’entreprises avec salariés du secteur privé selon le nombre d’employés – 2021

Taille de l'entreprise	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	%	%
	Canada		Québec		Ontario		Québec dans le Canada	Ontario dans le Canada
Moins de 5 employés	916 810	76,68	161 860	71,91	352 030	78,32	17,7	38,4
Moins de 100 employés	1 182 050	98,87	221 760	98,52	444 270	98,84	18,8	37,6
De 100 à moins de 500 employés	11 570	0,97	2 930	1,3	4350	0,97	25,3	37,6
500 employés ou plus	1 950	0,16	400	0,18	850	0,19	20,5	43,6
Total	1 195 570	100	225 090	100	449 470	100	18,8	37,6

Source : Statistique Canada. Tableau 33-10-0088-01. Mesures dynamiques des entreprises.

Le Québec compte seulement 400 entreprises privées de plus de 500 employés.

Près de 0,18 % (soit 400) des entreprises privées du Québec comptent 500 employés ou plus, une part inférieure à celle estimée pour l’Ontario (0,19 % ou 850 entreprises) (tableau 2).⁴¹

Le Québec affiche un faible taux de très petites entreprises (moins de 5 employés) comparativement à l’Ontario, la part de celles-ci dans le total des entreprises se limite à 72 % au Québec, contre 78% en Ontario. Cependant, la part des entreprises de 5 à 99 employés est relativement plus élevée au Québec à 26,6 % contre 20,5 % en Ontario). De plus, toujours en comparaison avec l’Ontario, le Québec se démarque par son pourcentage plus élevé d’entreprises de 100 à 499 employés (1,3 % au Québec vs. 0,97 % en Ontario). Comme il sera présenté plus loin, le faible nombre de grandes entreprises prive possiblement le Québec d’un apport socioéconomique important. La relative sous-représentation des grandes entreprises, combinée à la structure industrielle du Québec, prédispose ce dernier à une productivité plus faible.

Alors que le Québec représente 22 % de la population canadienne et 19,5 % du PIB, il ne compte que 19 % des entreprises canadiennes du secteur privé. Les grandes entreprises du Québec représentent 20,5 % de toutes les grandes entreprises au Canada, comparativement à 43 % pour l’Ontario, qui représente 39,5 % de la population canadienne et 38,8 % du PIB.

Distribution selon les emplacements statistiques dans le secteur privé

Le tableau C présente la répartition des grands emplacements (plus de 500 employés) par secteur. On peut noter tout d’abord que, globalement, la présence des secteurs qui relèvent principalement du secteur public – administrations publiques, services d’enseignement, soins de santé et assistance sociale et services publics – est beaucoup plus marquée au Québec qu’en Ontario et au Canada en général. Ceux-ci représentent 46 % des grands établissements du Québec comparativement à 31 % en Ontario.

Si on exclut ces secteurs, les grands emplacements statistiques du Québec sont concentrés dans les secteurs de la fabrication (76 entreprises, soit 10,4 %), de la gestion de sociétés et d’entreprises (7,5 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (6,7 %) et des services administratifs, de soutien,

⁴¹ Aux É-U comparativement les grandes entreprises de 500 employés et plus compteraient pour 0,34% soit près de 21 000 entreprises sur le total de près de 6 millions d’entreprises, <https://www.certifiedeo.com/blog-posts/how-many-businesses-are-there-in-america-and-what-does-it-mean-for-employee-ownership>

de gestion des déchets et services d'assainissement (5,6%). En Ontario, la distribution est pratiquement similaire, mais dans des proportions quelque peu différentes.

On peut noter par ailleurs une différence entre le Québec et l'Ontario notamment pour le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises et celui des services professionnels, scientifiques et techniques.

Tableau C – Nombre d'emplacements de plus de 500 employés par secteur, au Canada, au Québec et en Ontario⁴²

Secteurs	Nombre d'entreprises par secteur					
	Canada	Québec	Ontario	Canada (%)	Québec (%)	Ontario (%)
Administrations publiques	311	70	109	9,7	9,6	8,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	13	1	5	0,4	0,1	0,4
Arts, spectacles et loisirs	75	20	28	2,3	2,7	2,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	22	1	14	0,7	0,1	1,0
Commerce de détail	59	7	33	1,8	1,0	2,5
Commerce de gros	79	13	51	2,5	1,8	3,8
Construction	101	15	37	3,2	2,0	2,8
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	86	15	18	2,7	2,0	1,3
Fabrication	315	76	158	9,8	10,4	11,8
Finance et assurances	140	36	75	4,4	4,9	5,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	271	55	144	8,5%	7,5%	10,7%
Industrie de l'information et industrie culturelle	91	28	38	2,8%	3,8%	2,8%
Services administratifs, services de soutien, service de gestion des déchets et services d'assainissement	213	41	105	6,7%	5,6%	7,8%
Services d'enseignement	470	129	128	14,7%	17,6%	9,5%
Services d'hébergement et de restauration	47	8	18	1,5%	1,1%	1,3%
Services immobiliers et services de location et de location à bail	20	2	14	0,6%	0,3%	1,0%
Services professionnels, scientifiques et techniques	198	49	115	6,2%	6,7%	8,6%
Soins de santé et assistance sociale	451	123	165	14,1%	16,8%	12,3%
Transport et entreposage	179	29	69	5,6%	4,0%	5,1%
Services publics	47	14	11	1,5%	1,9%	0,8%
Total des secteurs qui relèvent du public	1 279	336	413	40%	46%	31%
Total, toutes les industries	3 202	732	1 341	100%	100%	100%

⁴² Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, juin 2023. Tableau : 33-10-0717-01, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/cv.action?pid=3310071701>

À l'autre bout du spectre, les très petites entreprises (1 à 4 employés) se retrouvent au Québec surtout dans le secteur de la construction à 12,4 % (tableau 4) et dans le commerce de détail (11,6 %). En Ontario, les services professionnels, scientifiques et techniques occupent la première place à 13,9 % des emplacements de 1 à 4 employés, la construction suivant à 10,6 %. Ceci reflète probablement le fait que l'industrie de la construction est plus morcelée au Québec, notamment en raison d'une réglementation moins propice à la polyvalence des travailleurs.

Tableau D – Distribution par secteur des emplacements de 1 à 4 employés⁴³

Secteur	Pourcentage (%)		
	Canada	Québec	Ontario
Construction	11,6	12,4	10,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,8	10,0	13,9
Autres services (sauf les administrations publiques)	8,2	8,5	7,8
Soins de santé et assistance sociale	10,0	10,1	10,1
Commerce de détail	10,7	11,6	10,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3,6	4,7	1,7
Transport et entreposage	5,6	5,1	6,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	4,4	4,2	4,7
Commerce de gros	4,1	4,3	4,1
Autres secteurs	30,0	29,1	29,8

Source tableau 4 : Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, juin 2023. Tableau : 33-10-0717-01 <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310071701>

Distribution des entreprises du secteur privé

Le secteur de la construction est celui qui compte au Québec le plus grand nombre d'entreprises avec employés dans le secteur privé (15 %), suivi des services professionnels, scientifiques et techniques (12,4 %) et du commerce de détail (10,6 %). En Ontario, les services professionnels, scientifiques et techniques occupent la première place (17,4 %), suivis de la construction (12,8 %) et du transport et entreposage (10 %) (tableau D).

⁴³ Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, juin 2023. Tableau : 33-10-0717-01 <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310071701>

Tableau E – Nombre d’emplacements du secteur privé par secteur, au Québec et en Ontario – 2021

Secteur	Québec	%	Ontario	%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	13 460	6	9 870	2,2
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	340	0,15	740	0,16
Construction	33 830	15	57 540	12,8
Fabrication	13 340	5,9	20 690	4,6
Commerce de gros	11 330	5	19 890	4,4
Commerce de détail	23 960	10,6	39 130	8,7
Transport et entreposage	15 230	6,8	44 870	10,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	3 210	1,4	6 350	1,4
Finance et assurances	5 020	2,2	14 990	3,3
Services immobiliers et services de location à bail	9 730	4,3	23 410	5,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	27 900	12,4	78 390	17,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	800	0,36	2 320	0,52
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	11 040	4,9	21 590	4,8
Arts, spectacles et loisirs	4 470	2	6 230	1,4
Services d'hébergement et de restauration	16 730	7,43	28 520	6,3
Autres services (sauf les administrations publiques)	22 870	10,2	39 950	8,9
Entreprises non classées	11 820	5,3	34 980	7,8
Total secteur privé	225 080	100	449 470	100

Source : Statistique Canada. Tableau 33-10-0087-01. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310008701>

Sièges sociaux et emploi dans les sièges sociaux

	Canada	Québec	Ontario	Canada sans Québec
Sièges sociaux	2 654	557	1 058	2 097
Emploi dans les sièges sociaux	209 029	49 807	89 519	159 222

1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 510

Montréal (Québec) H3A 2R7

Téléphone : 514-288-5161

Sans frais au Québec : 1-877-288-5161

Courriel : info@cpq.qc.ca

cpq.qc.ca



PROSPÉRER ENSEMBLE

cpq.qc.ca